

Birmanie. Priver les militaires de Facebook, la seule sanction efficace

mardi 4 septembre 2018, par [Frontier Myanmar](#) (Date de rédaction antérieure : 31 août 2018).

Facebook a supprimé le compte du commandant en chef de l'armée birmane après sa mise en cause par l'ONU pour génocide contre les Rohingyas. Une décision tardive, mais qui aura plus d'impact que de potentielles sanctions diplomatiques, économiques ou judiciaires, difficiles à mettre en œuvre.

Facebook a supprimé six pages et six comptes appartenant à vingt individus et organismes birmans, notamment celui du commandant en chef de l'armée, le général Min Aung Hlaing. Le géant des réseaux sociaux a également fait disparaître la page de la nouvelle chaîne de télévision de l'armée, Myawady. En outre, quarante-six pages et douze comptes qui se faisaient passer pour des médias d'information et d'opinion indépendants pour mieux *"diffuser les messages de l'armée birmane"* ont également été privés de Facebook.

Afin de justifier cette mesure, Facebook s'est appuyé sur [le rapport de la mission d'information de l'ONU \[rendu public le 27 août\]](#), qui atteste que bon nombre de ces individus et organismes avaient commis des violations des droits de l'homme. La plateforme a fait savoir qu'elle entendait *"les empêcher d'utiliser [ses] services pour exacerber davantage les tensions ethniques et religieuses"*.

Réaction tardive

Facebook a récemment été très critiqué, et à juste titre, pour s'être dérobé à ses responsabilités en matière de contrôle des contenus en birman, notamment en ce qui concerne la diffusion de discours de haine dirigés contre les musulmans.

Cela durait depuis des années. Comme le rapporte [Wired](#), Facebook avait été alerté dès novembre 2013 quant à la manière pernicieuse dont son service était parfois utilisé.

Par la suite, Facebook a reçu d'autres mises en garde. Mais, la société a réagi bien trop lentement, comme elle le reconnaît aujourd'hui.

Le réseau social fait l'objet de pressions pour montrer sa volonté de remédier au problème. Supprimer ces pages est une mesure simple – bien plus simple que de former des dizaines de réviseurs de contenus qui soient capables de lire le birman –, mais audacieuse, qui aura sans doute d'importantes répercussions. Elle fait passer un message clair quant aux valeurs de l'entreprise et à ce qu'elle estime être une utilisation acceptable de sa plateforme.

Un million d'abonnés pour le chef de l'armée

Facebook est si répandu en Birmanie qu'il n'a pas vraiment de concurrent. Il constitue LE moyen par excellence de toucher la population. Les Birmans le savent bien, mais cela mérite tout de même d'être souligné.

Les événements survenus en Arakan l'année dernière, loin de nuire à l'image de marque de l'armée, l'ont renforcée. [Suite à des attaques d'un groupuscule de soutien aux Rohingyas, l'armée birmane a mené des représailles contre des populations civiles. Plus de 700 000 personnes ont fui vers le Bangladesh.]

Facebook a joué un rôle essentiel dans ce repositionnement, et il a également permis de mettre en avant Min Aung Hlaing en tant que figure médiatique. Lorsque son compte a été supprimé, il comptait largement plus de un million d'abonnés. Seule Aung San Suu Kyi, conseillère spéciale de l'État, pouvait prétendre l'égaliser.

Il n'y a guère d'alternative à Facebook. Aucune autre plateforme en ligne ne rivalise, même de loin, avec la popularité du réseau social américain. Restent la presse et les chaînes de télévision de l'armée, qui ne peuvent guère s'y substituer, d'autant que les Birmans sont de plus en plus nombreux à consulter les médias sur mobile.

Priver Min Aung Hlaing et l'armée de ce moyen de communication est sans doute une sanction plus rude que celles que pourrait infliger la communauté internationale.

Car les sanctions ont beau être sur toutes les lèvres, leurs conséquences seraient dérisoires. Les chefs militaires birmans ne possèdent pas de patrimoine aux États-Unis, et ils n'ont aucune intention de s'y rendre à court terme.

De même, on parle beaucoup de poursuites en justice, mais cette perspective reste lointaine. Quand bien même une instance telle que la Cour pénale internationale délivrerait un mandat d'arrêt, sa mise en œuvre serait très certainement impossible.

Un coup porté au pouvoir d'influence de l'armée

Reste surtout à savoir si Facebook pourra appliquer sa nouvelle politique avec rigueur. Car il ne fait guère de doute que le commandement militaire birman continuera à tenter d'utiliser le réseau social pour sa propagande.

Pour preuve, à peine le compte de Min Aung Hlaing avait-il été supprimé qu'un nouveau était créé – avant de disparaître à son tour. [Un compte du commandant en chef a été ouvert sur le réseau social russe VK.]

Facebook va devoir désormais prendre des décisions bien plus délicates encore. D'autres comptes gérés par l'armée, tel celui du ministère de la Défense, sont toujours actifs. Et d'autres pages émanant prétendument d'organes civils du gouvernement sont tout aussi susceptibles d'être utilisées par l'armée pour propager son message.

Cependant, ces pages ne serviront sans doute pas aussi efficacement les intérêts des militaires que les comptes qui viennent d'être supprimés, faute de jouir du même imprimatur officiel. Et si jamais elles en venaient à fédérer de nombreux abonnés, elles tomberont alors dans le viseur de Facebook.

C'est donc bien une décision de poids qu'a prise la firme de Palo Alto le 27 août. Bien au-delà du geste symbolique, c'est un sérieux coup qui a été porté au pouvoir d'influence de l'armée (et à celle de Min Aung Hlaing en particulier) sur l'opinion birmane.

Frontier Myanmar

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/birmanie-priver-les-militaires-de-facebook-la-seule-sanction-efficace>